

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Albi, le 20 janvier 2022

Cellule risques accidentels et risques chroniques

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur



SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux)

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 VIVIEZ

Références : Inspection n° 12-CRARC-2022-03

Pièce jointe : Projet d'arrêté de suspension d'activité

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 janvier 2022 de l'établissement SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux) implanté avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez (12110). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de la précédente inspection réalisée le 14 octobre 2021 notamment au regard :

- de la présence de nombreux récipients mobiles contenant des produits classés dangereux pour l'environnement stockés sur l'aire de dépotage/empotage de l'unité d'hydrométallurgie ;
- du non-respect des quantités maximales autorisées au titre de la rubrique n° 4510.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 9 novembre 2021 de se mettre en conformité dans un délai d'un mois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM (Société Nouvelle d'Affinage des Métaux)
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT dans GUN : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seuil bas

La SNAM exerce actuellement une activité de traitement de déchets industriels et de fonderie de 2ème fusion, soumise à autorisation. L'origine de son activité est liée au traitement des accumulateurs usagés de technologie NiCd (Nickel-Cadmium) en vue de l'extraction du cadmium. Le site a été autorisé à exploiter sous le nom de la SAVAM en juillet 1988. En 1992, la SAVAM devient Société Nouvelle d'Affinage des Métaux (SNAM).

La société développe ses activités et plusieurs actes administratifs sont pris pour encadrer ses activités : 24 juillet 1997, 25 juillet 2000, 1er août 2005, 17 juin 2013 et 4 février 2014.

Suite au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation en novembre 2012, la société est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 28 mai 2015 des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets intégrant :

- la thermolyse des accumulateurs dans des fours chauffés à 500°C ;
- la distillation et le raffinage du cadmium permettant l'obtention de lingots de cadmium métal de pureté 99,99 %;
- la fusion par induction à 1500 °C des résidus de la distillation composés d'alliages nickel-fer pour obtenir des lingots de nickel-fer métal.

Ces modifications classent le site sous le statut Seveso seuil haut. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE engendrée par la parution de la directive Seveso III, le site bascule sous le statut de Seveso seuil bas suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2016. Les installations relèvent également de la directive « IED » au regard des rubriques 3250 et 3550.

En 2018, le site développe deux nouvelles lignes d'hydrométallurgie permettant :

- sur la ligne Hydro1, de régénérer les bains usés de fluxage, bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation. Ces bains proviennent de sites industriels spécialisés dans la galvanisation à chaud au trempé ;
- sur la ligne Hydro2, d'extraire du cobalt, du nickel et du manganèse pur à 95 % à partir de la fraction pulvérulente (dite « masse active ») issue des opérations de broyage/tamassage des piles /batteries au Li-ion.

Ces nouvelles activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020.

Il convient de noter que l'activité de thermolyse, prévue dans le dossier de demande d'autorisation de 2012 et reprise dans l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015, n'a pas été mise en place.

Dans le cadre de cette inspection, seules les activités exercées au niveau de l'unité hydrométallurgie ont été inspectées.

Le thème de visite retenu est :

- le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 9 novembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles

- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Nature des activités exercées	AP de mise en demeure du 09/11/2021, article 2	/	Suspension

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risque de pollution accidentelle	AP complémentaire du 15/01/2020, article 9	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume des activités exercées	AP de mise en demeure du 09/11/2021, article 1	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 7.1.2.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la présence de produits entreposés sur l'aire de dépotage/empotage de l'unité d'hydrométallurgie. Ce fait constitue un non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 9 novembre 2021.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose à madame la préfète de l'Aveyron de faire usage des sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en suspendant le fonctionnement des activités de l'unité hydrométallurgie jusqu'à l'évacuation totale des produits stockés sur l'aire de dépotage/empotage.

Un projet d'arrêté de suspension d'activité est joint au présent rapport.

L'exploitant envisage de se doter d'une aire de stockage qui apporterait des garanties en terme de sécurité :

- mise en place d'une toiture sur l'aire de dépotage/ empotage de l'unité hydrométallurgie pour éviter les eaux pluviales de ruissellement,
- mise en place d'une capacité de rétention sur cette même aire adaptée au type de produits stockés et à leur quantité,
- obturation des réseaux de collecte des eaux pluviales.

Une demande de modification des prescriptions actuellement en vigueur pourrait être déposée en ce sens par l'exploitant pour que l'aire de stockage soit dûment autorisée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume des activités exercées

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 09/11/2021, article 1
Prescription contrôlée : La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020 modifiant l'article 1.1.3. de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2016.
Constats : Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 9 novembre 2021 sont respectées. Les quantités présentes respectent les quantités maximales autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Nature des activités exercées

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 09/11/2021, article 2
Prescription contrôlée : La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015.
Constats : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 9 novembre 2021 ne sont pas respectées. De nombreux produits en récipients mobiles (GRV) sont stockés sur l'aire de dépotage/empotage de l'unité d'hydrométallurgie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension des activités de l'unité d'hydrométallurgie.

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28/05/2015, article 7.1.2.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a fourni un inventaire des produits/déchets stockés au niveau de l'unité d'hydrométallurgie. Cet inventaire est daté du 11 janvier 2022. Les quantités de produits présents correspondent avec l'inventaire, il a été constaté la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 17,5 tonnes de bains de fluxage usagés en attente de traitement répartis dans les cuves C1 (6,3 tonnes) et C2 (11,2 tonnes) ;• 63 tonnes de chlorure de zinc liquide contenu dans la cuve C3 (22,4 tonnes) et en GRV (40,6 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Risque de pollution accidentelle

Référence réglementaire : AP complémentaire du 15/01/2020, article 9
Prescription contrôlée : Afin d'éviter la pollution du milieu naturel par épandage accidentel de produits dangereux, les dispositions suivantes sont prises : <ul style="list-style-type: none">• les capacités qui font l'objet d'opérations de dépotage/empotage sont équipées de sécurités associées à des capteurs de niveau ou de pesée permettant d'éviter tout débordement de produit.
Constats : Les tubes PVC, positionnés à l'extérieur des cuves C2 et C3 dans lesquelles coulissent les indicateurs de niveau, sont détériorés et peuvent entraîner un mauvais fonctionnement des capteurs de niveau haut.
Type de suites proposées : Susceptible de suites